

Publié dans la Revue [Conflits](#), 24 janvier 2026

Alors que les forces kurdes syriennes sont progressivement encerclées et désarmées, la France et ses alliés occidentaux multiplient les déclarations de soutien sans se donner les moyens d'agir. Sous couvert d'unité syrienne et de realpolitik, Paris accompagne de facto l'effacement de l'autonomie kurde au profit d'un régime centralisateur et islamiste à Damas. Entre abandon stratégique, calcul diplomatique et risque de chaos régional, le sort des Kurdes de Syrie révèle une nouvelle fois l'impuissance occidentale face à ses propres engagements.

Samedi 24 janvier 2026, le cessez-le-feu de quatre jours entre les forces kurdes et l'armée syrienne d'al-Sharaa a prend fin. Pendant cette période, les diplomates occidentaux ont tenté de persuader Mazloum Abdi, le leader kurde, d'accepter les offres d'intégration d'Ahmad al-Sharaa, en échange de sa mansuétude à leur égard. C'est ainsi qu'il faut traduire les déclarations récentes du Quai d'Orsay : « Nous ne lâchons pas les Kurdes » ([« Nous ne lâchons pas les Kurdes » en Syrie, assure le porte-parole du Quai d'Orsay](#)), tout en réitérant notre vœu de voir une Syrie unie : « La France est fidèle à ses alliés et à ses positions. Paris « soutient résolument l'unité et l'intégrité de la Syrie. » ([Syrie - Accord de cessez-le-feu du 18 janvier 2026 \(19.01.26\) - ministère de l'Europe et des Affaires étrangères](#)). En d'autres termes, la France soutient la vision d'Ahmad al-Sharaa visant à abolir toute autonomie et liberté locale au profit d'une République islamique centralisée et dirigée d'une main de fer. Cependant, elle souhaiterait simplement éviter un massacre à grande échelle des Kurdes, à l'instar des alaouites et des druzes en 2025. Peu importe si, par la suite, ils font face à des assassinats quotidiens et à une épuration ethnique, car cela ne suscitera pas l'intérêt des médias tant que cela se déroule sur une longue période. Car, dans le cas contraire, cela voudrait dire que l'Élysée s'est peut-être trompé sur la véritable nature d'Ahmad al-Sharaa. Lorsque le président l'a reçu en grande pompe à l'Élysée au printemps dernier, ne serait-il pas totalement déradicalisé ? En fait, la France répète avec Ahmad al-Sharaa les mêmes erreurs qu'avec Bachar al-Assad, considéré comme un gentil réformateur jusqu'en 2011. Elle n'a tiré aucune leçon de la crise syrienne. ([Leçons de la crise syrienne | Éditions Odile Jacob](#))

L'effondrement de la fédération arabo-kurde

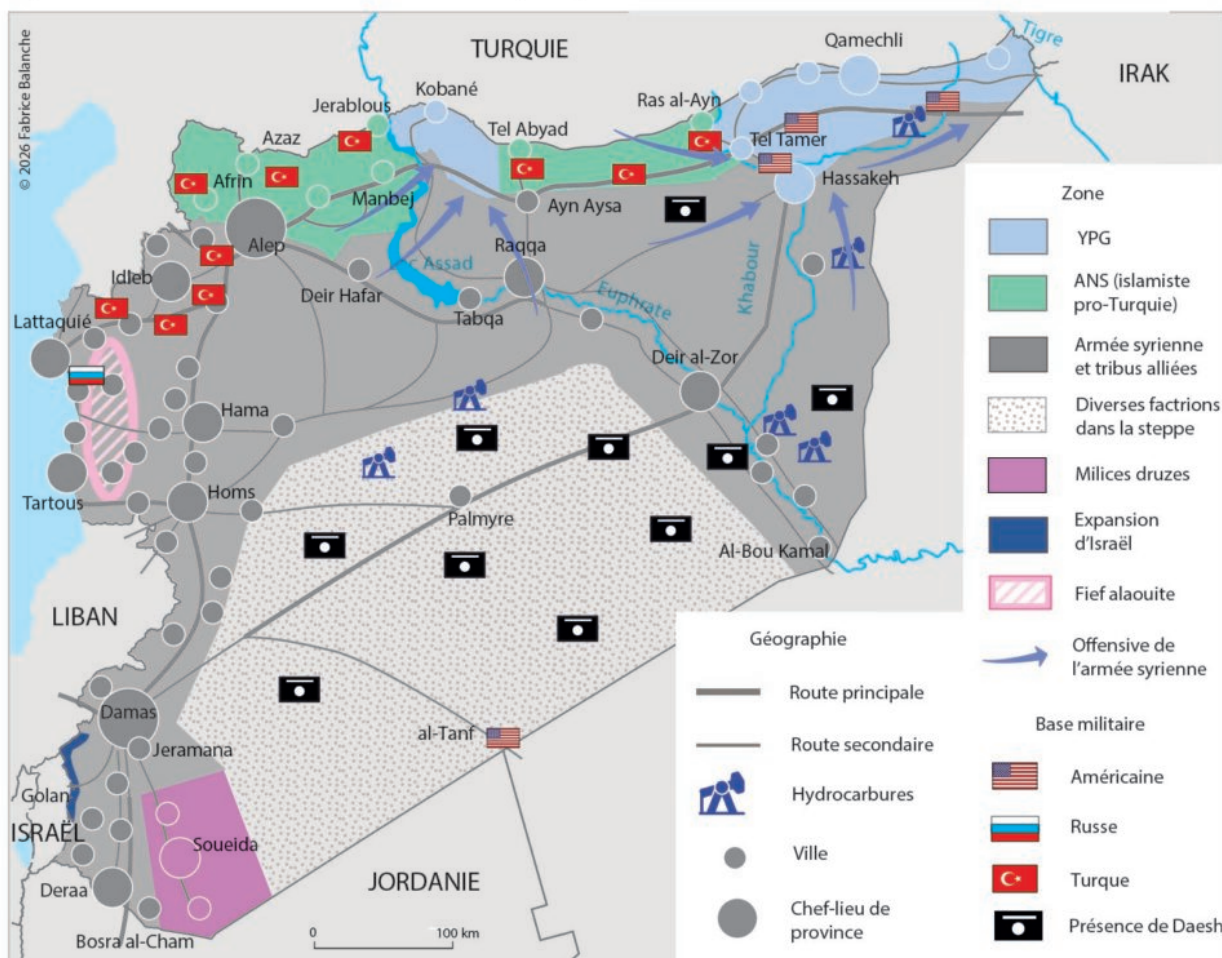
Samedi 17 janvier, les Forces Démocratiques Syriennes (alliance kurdo-arabe née durant la guerre contre Daesh) ont accepté, sous la pression américaine, de se retirer des territoires situés à l'ouest de l'Euphrate, conformément aux demandes d'Ahmad al-Sharaa. Cependant, une fois cette opération terminée, l'armée syrienne a traversé le fleuve, à divers endroits, entre Raqqa et la frontière irakienne, s'emparant ainsi de toute la vallée de l'Euphrate. L'armée syrienne a pu avancer grâce à l'approbation tacite des États-Unis, qui ont trahi leur

allié kurde. Tom Barack, l'envoyé spécial américain, déclarant que les FDS n'avaient plus aucune raison d'exister. La progression des troupes d'Ahmad al-Sharaa a été facilitée par l'appui de la population arabe locale, qui habite la vallée de l'Euphrate. En effet, cette population n'a jamais toléré une domination kurde après la défaite de Daech. En effet, il existe en Syrie un racisme anti-kurde ancré dans la mentalité collective, qui s'est accru lorsque le parti kurde au pouvoir, le PYD, une émanation du PKK, a cherché à imposer dans la région des principes laïcs et d'émancipation féminine. Or, la population arabe du Nord-Est est très conservatrice en matière de mœurs et de religion.

Le lundi 19 janvier, les troupes d'al-Sharaa continuaient d'avancer vers Hassakeh et Kobané. Les deux régions kurdes sont maintenant séparées. Les milices arabes appartenant aux Forces Démocratiques Syriennes, ont toutes fait défection, y compris les Sanaded, la milice issue de la tribu Shammar, alliée de la première heure. Il ne reste donc plus que les Kurdes pour défendre ce qui reste de l'Administration autonome du nord-est de la Syrie (AANES). Cette fédération arabo-kurde n'était qu'un mythe, car, dans la réalité, les Arabes n'ont jamais adhéré au projet politique et ne rêvaient que de revanche. Tant que Bachar al-Assad était au pouvoir à Damas et que les États-Unis appuyaient l'AANES, ils toléraient plus ou moins la situation. Des révoltes et des velléités de rapprochement avec le régime de Bachar al-Assad, par solidarité arabe, ont eu lieu, mais elles furent contenues avec l'aide de la coalition internationale. Depuis qu'Ahmad al-Sharaa s'est emparé de Damas, les tribus arabes se sont montrées de plus en plus impatientes de rejoindre la République arabe syrienne, susceptible de restaurer leur pouvoir sur la région et l'ordre ancestral qui discrimine les Kurdes.



Syrie : l'offensive contre les Kurdes, 23 janvier 2026



Ne pas laisser les prisonniers jihadistes entre les mains d'al-Sharaa

Durant ces quatre jours de cessez-le-feu, la priorité de l'armée américaine, qui possède encore trois bases militaires dans le nord-est de la Syrie, fut de mettre en sécurité les prisonniers de Daech, qui étaient jusque-là aux mains des Kurdes. Or, le gouvernement d'Ahmad al-Sharaa était censé s'en occuper. Les premières images des prisons de Raqqa et de Shedadeh montrent des combattants de la nouvelle armée syrienne fraterniser avec les détenus et les libérer immédiatement. Leur arrivée au camp de Tel Hol, où sont retenues des milliers de familles de jihadistes, dont encore une centaine de Français, montre le même enthousiasme chez les détenus, qui sentent leur libération proche. Ils n'auront pas à répondre à la justice de leur pays d'origine. Pour cette raison, les États-Unis préfèrent transférer en Irak les 7000 combattants de Daesh qui demeurent dans les prisons de Hassakeh et Qameshli. Cela aurait pourtant été l'occasion de les faire juger enfin par une justice reconnue sur le plan international. Cependant, cela pourrait entraîner une relaxe

générale.

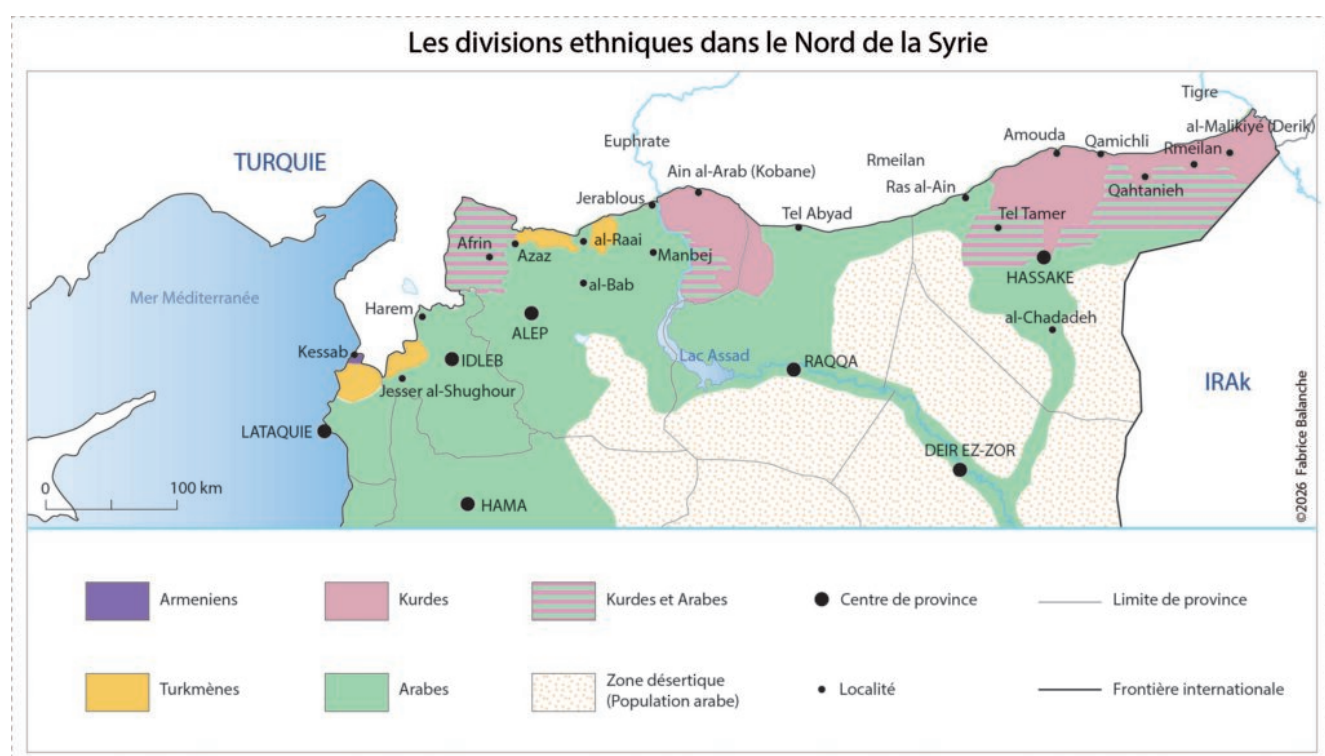
En ce qui concerne la France, Emmanuel Macron a envoyé un émissaire à Damas pour s'assurer que les prisonniers français ne disparaissent pas dans la nature, s'ils ne l'ont pas déjà fait. La communication de l'Élysée est très discrète sur le sujet, car elle sait que c'est un sujet sensible. En effet, pendant des années, la France a adopté une politique de l'autruche concernant ses ressortissants prisonniers en Syrie. D'une part, l'opinion publique est très réticente à leur retour, y compris celle des mineurs, par crainte que ces derniers ne commettent des attentats sur le sol français. D'autre part, la justice française manque de preuve pour les condamner à de lourdes peines. Selon leurs dires, ils sont partis en Syrie pour y apporter de l'aide humanitaire, et leurs épouses affirment qu'elles ont été forcées de les suivre. Dans ces conditions ils risquent tout aux plus cinq ans de prison pour avoir appartenu à une organisation terroriste. Certains ont déjà terminé de purger leur peine et sont maintenant libres, mais ils restent convaincus que le combat était juste.

Les territoires kurdes sont difficiles à défendre

Après une semaine de pourparlers intenses, Mazloum Abdi acceptera-t-il de se rendre et de mettre fin à la lutte pour éviter un affrontement sanglant dont l'issue est incertaine pour les Kurdes ? Les forces d'al-Sharaa pourraient facilement s'emparer de Hassakeh, une ville majoritairement arabe située dans une région hostile aux Kurdes. Elles pourraient également couper la route avec l'Irak en s'appuyant sur les tribus arabes locales. Les Shammar contrôlent déjà la frontière de Yaroubieh, par laquelle transitent des matériels et des troupes militaires américaines. La région de Qamechli n'est pas uniquement kurde, les villages arabes alternent avec ceux des Kurdes. La ville elle-même compte des quartiers arabes liés à la tribu Tay, qui ont longtemps été sous le contrôle du régime de Bachar al-Assad. Désormais cette tribu a fait allégeance à Ahmad al-Sharaa. Cette absence d'homogénéité ethnique rend difficile la défense du sanctuaire kurde et augmente le risque d'un conflit civil généralisé entre Arabes et Kurdes.

La région de Kobané est entièrement kurde, mais elle est encerclée par des forces hostiles. La ville et les villages sont privés d'eau et d'électricité depuis que le barrage Tichrine est entre les mains des forces d'al-Sharaa. Les combattants du YPG ont creusé des tunnels dans les collines avoisinantes, mais cela pourrait s'avérer insuffisant si l'aviation turque s'allie à l'armée syrienne pour écraser la résistance kurde. Pour l'instant, l'armée syrienne ne progresse que depuis le sud, mais elle pourrait aussi lancer l'offensive depuis al-Jarablous et Tel Abyad. Les civils ont déjà commencé à quitter les villages pour se réfugier dans les villes. Ils espèrent ainsi que la ville offrira une meilleure protection. Ils cherchent également à s'éloigner des exactions qui se multiplient dans les zones éloignées. Depuis l'occupation

turque de Tel Abyad et de Ras al-Aïn en octobre 2019, les familles kurdes les plus aisées ont progressivement quitté la ville pour s'établir à Raqqa et à Qamechli, perçues comme des endroits plus sûrs. L'AANES a tenté de renverser la tendance en y construisant des logements pour les réfugiés d'Afrin, une université et divers équipements susceptibles d'offrir des emplois. Mais la dynamique de reconstruction lancée dès 2015 était cassée et les habitants redoutent depuis cette date d'être chassés, comme le furent les Kurdes d'Afrin et de Tel Abyad.



Les divisions ethniques

ques dans le nord de la Syrie en 2026

L'objectif d'al-Sharaa est de dissoudre les Kurdes

Est-il envisageable que l'armée syrienne n'entre pas dans les territoires kurdes ? Que les villes et les quartiers kurdes restent sous la protection des YPG ? Cela ne semble pas possible, si nous considérons l'exemple du quartier kurde de Cheikh Maqoud. Pendant un an, le régime d'al-Sharaa a toléré la présence des miliciens kurdes à Alep, pour des raisons diplomatiques. Il cherchait avant tout à effacer son passé jihadiste et à obtenir la levée des sanctions. Il s'agissait donc de se montrer conciliant avec les Kurdes, qui bénéficiaient toujours d'un fort crédit en Occident. L'accord du 10 mars 2025 entre le président syrien et Mazloum Abdi sur l'intégration des FDS et du territoire de l'AANES, tout en leur laissant une

certaine autonomie, n'était qu'une tromperie destinée à apaiser l'Occident après le massacre des alaouites. Le nouveau régime syrien est centralisateur, islamiste et nationaliste arabe. Il peut surseoir quelques semaines, quelques mois à une offensive totale contre les Kurdes, comme il l'a fait à Alep, mais son objectif est leur dissolution pure et simple dans une Syrie au caractère arabe et islamiste affirmé.

Toutefois, la question de Hassakeh, majoritairement arabe, demeure. Les tribus des quartiers méridionaux et occidentaux de la ville ne souhaitent pas rester sous la domination du YPG. La ville pourrait être scindée en deux, comme cela a été le cas de 2012 à 2015, lorsque le régime de Bachar al-Assad contrôlait la partie arabe de la ville et le YPG, les quartiers nord peuplés de Kurdes. Après cela, le régime syrien a réussi à se maintenir dans une zone centrale restreinte autour de la préfecture jusqu'en décembre 2024. Cela démontre l'importance du conflit ethnique entre Arabes et Kurdes dans cette ville. La même situation existe à Qamechli. Le retrait des YPG de Hassakeh entraînera le départ des dizaines de milliers de Kurdes, par crainte des représailles. Les milices locales et celles venant de Damas constituent toutes deux une menace pour leur sécurité. Des silos à grains ont été dévalisés dans les environs de Hassakeh, et de nombreuses maisons et magasins, désertés ou non par les Kurdes à Raqqa, subissent le même sort. Il est ardu pour les dirigeants kurdes d'approuver le retrait du YPG dans ces circonstances. Mais la route qui relie Hassakeh à Qamechli peut être facilement coupée par les forces d'al-Sharaa et les tribus arabes. Les quartiers kurdes seraient assiégés de la même manière que Cheikh Maqsoud, et leur issue serait similaire.

La situation des Kurdes en Syrie est préoccupante et peu prometteuse. Aucun scénario favorable ne se dessine. S'ils choisissent de se rendre sans combattre, ils ne peuvent pas être sûrs de ne pas subir de représailles. Si, au contraire, ils décident de résister, les conséquences restent très incertaines. Kobané ne pourra pas répéter son succès face à Daesh sans l'aide des États-Unis. En ce qui concerne la Jezireh, elle sombrera dans un conflit sanglant entre Arabes et Kurdes, car les communautés sont profondément imbriquées. La Turquie est en embuscade pour donner l'estocade au Rojava si le YPG parvenait à tenir en échec les troupes d'al-Sharaa.

La France est alignée sur les États-Unis

« Nous ne lâchons pas les Kurdes », mais la France ne met pas en œuvre les moyens nécessaires pour les protéger, à l'inverse de 1991, lorsque l'aviation française a empêché Saddam Hussein de perpétrer un génocide en Irak. Pourtant, la France est présente militairement en Irak, dans le cadre de la coalition anti-Daesh, et elle a récemment frappé dans le désert syrien une base de l'organisation terroriste. Est-elle prête à employer les

mêmes moyens pour empêcher Ahmad al-Sharaa d'atteindre ses objectifs ? Je serais très surpris si notre action allait plus loin que des messages de solidarité. La messe est dite pour Emmanuel Macron. Il est d'accord avec Donald Trump au sujet de la Syrie, comme cela ressort des messages privés que ce dernier a publiés. Espérons tout de même un sursaut de courage politique et de lucidité face à un régime islamiste dont nous n'avons rien à attendre de positif.